DIVISION DES PERSONNELS ENSEIGNANTS

DIPE/05-331-246 du 7/11/05

EXERCICE DE FONCTIONS A TEMPS PARTIEL AU TITRE DE L'ANNEE SCOLAIRE 2006-2007 : PERSONNELS ENSEIGNANTS, D'EDUCATION, DE DOCUMENTATION, D'ORIENTATION, D'INSPECTION ET INSTRUCTEURS

Références :

- Ordonnance n° 82-297 du 31 mars 1982 modifiée.
- Décret 82-624 du 20 juillet 1982
- Loi 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée
- Loi n° 94-874 du 7 octobre 1994
- Décret n° 2002-1072 du 7 août 2002 relatif au temps partiel annualisé
- Loi n° 2003-775 du 21.08.2003 Article 70 portant réforme des retraites
- Décret n° 2003-1307 du 26 décembre 2003 relatif aux modalités de mise en œuvre du temps partiel et de la Cessation Progressive d'Activité.

Destinataires : Mesdames et Messieurs les chefs d'établissement du second degré,
Mesdames et Messieurs les directeurs de CIO,
Mesdames et Messieurs les présidents d'université et directeur d'IUFM

Affaire suivie par :

Bureaux des professeurs agrégés, certifiés, adjoints d'enseignement, professeurs d'EPS et CE d'EPS, PLP et PEGC

Mme ROUX-BIAGGI Tél. : 04 42 91 74 26 - Bureau des actes collectifs.

Mme CAMPION Tél. : 04 42 91 74 37 - Bureau des personnels d'inspection, d'éducation et d'orientation

Mme PRONO Tél. : 04 42 91 73 75 - Disciplines : EPS, lettres, philosophie et documentation

Mme HENRY Tél. : 04 42 91 73 90 - Disciplines : mathématiques, sciences physiques, histoire-géographie et technologie

M. GILLARD Tél. : 04 42 91 73 91 - Disciplines : arts plastiques, arts appliqués, éducation musicale, S.E.S, langues, S.V.T. et Bureau des PEGC

Mme STEINMETZ Tél. : 04 42 91 74 05 - Disciplines : STI, économie-gestion et Bureau des PLP

Fax de la Division : 04 42 91 70 09

AFFICHAGE OBLIGATOIRE

Vous trouverez ci-après les dispositions relatives à l'exercice des fonctions à temps partiel applicables aux fonctionnaires et agents non titulaires de l'Etat. Les textes cités en référence distinguent deux situations de travail à temps partiel :

- le temps partiel de droit pour raisons familiales.
- le temps partiel sur autorisation ;

Je vous demande de **bien vouloir porter ces informations à la connaissance des personnels placés** sous votre autorité (y compris les personnels en congé maladie, maternité, etc...).

L'ensemble des demandes de temps partiel devant s'effectuer **en une seule vague**, il vous appartient de vérifier si les quotités de services sollicitées par les enseignants sont compatibles avec les obligations horaires applicables par classe et par discipline, en tenant compte des majorations ou minorations de service et décharges diverses (notamment première chaire, heures de laboratoire etc...) et des structures pédagogiques mises en place à la rentrée 2006. Celles-ci seront prochainement arrêtées par mes soins (lycées et LP) ou ceux des Inspecteurs d'Académie (collèges). S'agissant des demandes de temps partiels sur autorisation, si les quotités de service ne sont pas compatibles avec les obligations horaires, vous les modifierez en conséquence en accord avec les intéressés. La plus grande vigilance vous est demandée sur ce point. En effet, il convient de rappeler que les **enseignants travaillant à temps partiel ne peuvent pas percevoir d'heures supplémentaires**. Des dérogations pourraient toutefois être accordées pour remplacer un enseignant absent pour une durée inférieure à 15 jours ou pour assurer des heures de coordination en SEGPA ou bien encore des heures de tutelle pédagogique à l'I.U.F.M.

Aucune modification de quotité de temps de travail ne pourra plus intervenir après le dépôt de la demande initiale, ces demandes étant incluses dans la première phase de travaux de préparation de rentrée s'achevant fin mars. Lorsque vous aurez à ventiler la dotation globale horaire sur le tableau de répartition des moyens, vous devrez tenir compte des temps partiels demandés dans l'expression de vos besoins heures-poste, à condition que l'enseignant concerné n'ait pas manifesté son intention de muter hors académie ou à l'intérieur de l'académie. Les moyens budgétaires issus des quotités sollicitées, dits « rompus de temps partiel », seront, en effet, immédiatement comptabilisés par les services académiques pour la création de postes supplémentaires.

Les **temps partiels de droit** sont accordés dès lors que le demandeur fournit la pièce justificative. Concernant le temps partiel sur autorisation votre avis défavorable doit être motivé par les nécessités du service, étant entendu que la seule mention « nécessités de service » ne saurait suffire au regard des dispositions de la loi N°79-587 du 11 juillet 1979 sur la motivation des actes administratifs.

Enfin, je vous rappelle que les **personnels qui seront affectés à l'issue du mouvement intra-académique pourront formuler une demande de temps partiel auprès de leur nouveau chef d'établissement** qui devra la transmettre aux services académiques **courant juin 2006 au plus tard**.

1 - PERSONNELS CONCERNES

Bénéficiaires :

- Les fonctionnaires titulaires **affectés sur un poste à titre définitif ou bénéficiaires d'une affectation à l'année**
- Les stagiaires. La durée de leur stage est alors prolongée jusqu'à concurrence de l'accomplissement de sa durée complète.
- Les agents non titulaires de l'Etat relevant du décret n° 86-83 du 17 janvier 1986 et remplissant les conditions suivantes : un an minimum d'occupation de fonction à temps plein ou en équivalent temps plein **et** de façon continue est exigé lors de la demande initiale.

2 - LES REGIMES DE TEMPS PARTIEL POSSIBLES

2-1 LE TEMPS PARTIEL DE DROIT POUR RAISONS FAMILIALES : 50% 60% 70% 80 %

2.1.1 - Modalités d'attribution:

► **Naissance ou adoption** d'un enfant :

Cette modalité peut être attribuée à l'une et/ou l'autre des deux personnes au foyer duquel vit l'enfant et qui en a la charge. Elles peuvent donc bénéficier conjointement d'un temps partiel pour des quotités qui peuvent être différentes.

Pièces justificatives à fournir selon les cas :

- certificat médical précisant la date présumée de l'enfant à naître.
- copie du livret de famille ou copie du jugement du tribunal attestant de la garde de l'enfant.

► **Soins à donner** à son conjoint (marié, lié par un pacte civil de solidarité ou concubin), à un enfant à charge (c'est-à-dire âgé de moins de 20 ans ouvrant droit aux prestations familiales) ou à un ascendant atteint d'un handicap nécessitant la présence d'une tierce personne, ou victime d'un accident ou d'une maladie grave.

Pièces justificatives à fournir :

- copie du document attestant du lien de parenté l'unissant à son ascendant (original ou copie du livret de famille) ou de la qualité du conjoint (copie de l'acte de mariage, copie du pacte civil de solidarité, certificat de concubinage établi en mairie ou déclaration écrite sur l'honneur avec copie d'une facture attestant de l'adresse commune).
- copie de la carte d'invalidité et/ou attestation relative au versement de l'allocation pour adultes handicapés et/ou de l'indemnité compensatrice pour tierce personne.
- copie de l'attestation de versement de l'allocation d'éducation spéciale.

► Fonctionnaires handicapés :

Ce droit est accordé aux fonctionnaires handicapés à 80 %, relevant d'une des catégories visées à l'article L. 323 - 3 du code du travail et concerne :

- les travailleurs reconnus handicapés par la commission technique d'orientation et de reclassement professionnel mentionnée à l'article L. 146.9 du code de l'action sociale et des familles ;
- les victimes d'accidents du travail ou de maladies professionnelles ayant entraîné une incapacité permanente au moins égale à 10 % et titulaires d'une rente attribuée au titre du régime général de sécurité sociale ou de tout autre régime de protection sociale obligatoire ;
- les titulaires d'une pension d'invalidité attribuée au titre du régime général de sécurité sociale, de tout autre régime protection sociale obligatoire ou au titre des dispositions régissant les agents publics à condition que l'invalidité des intéressés réduise au moins des deux tiers leur capacité de travail ou de gain ;
- les anciens militaires ou assimilés, titulaires d'une pension militaire d'invalidité au titre du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre ;
- les titulaires d'une allocation ou d'une rente d'invalidité attribuée dans les conditions définies par la loi n° 91-1389 du 31 décembre 1991 relative à la protection sociale des sapeurs-pompiers volontaires en cas d'accident survenu ou de maladie contractée en service ;
- les titulaires de la carte d'invalidité définie à l'article L.241-3 du code de l'action sociale et des familles ;
- les titulaires de l'allocation aux adultes handicapés.

Pièces justificatives à fournir :

- document attestant de l'état du fonctionnaire
- avis du médecin de prévention après examen médical.

2.1.2 - Quotité :

Les bénéficiaires du temps partiel de droit accomplissent un service dont la durée peut être égale à **50 %, 60 %, 70% ou 80 %** de la durée hebdomadaire du service selon les modalités définies ci-après :

→ **soit un aménagement de service hebdomadaire dans un cadre annuel :**

Ce cadre annuel permet de répartir les heures à effectuer de manière à obtenir en fin d'année scolaire la quotité visée. Le nombre d'heures à effectuer hebdomadairement peut ainsi varier. Il est arrondi certaines semaines à l'entier supérieur et d'autres à l'entier inférieur.

Exemple : un professeur certifié exerçant à 80 % a une O.R.S. de 14H24mn. Il pourra accomplir un service de 14H certaines semaines et 15H d'autres semaines. Ainsi, a quotité de temps de travail est en moyenne hebdomadaire de 80 %..

→ **soit un aménagement de travail dans un cadre annuel avec alternance de séquences travaillées et non travaillées (cf. & 3 – TEMPS PARTIEL ANNUELISE)**

2.1.3 - Date d'effet et durée :

Date d'effet :

➤ Naissance ou adoption d'un enfant :

- Il ne peut débuter en cours d'année scolaire qu'à l'issue d'un congé de maternité, d'un congé d'adoption ou d'un congé de paternité, du congé parental ou après la naissance ou l'arrivée au foyer de l'enfant adopté. La demande doit être présentée au moins 2 mois avant le début de la période d'exercice à temps partiel de droit.

Au terme d'un congé de maternité, d'adoption ou d'un congé parental deux cas de figure peuvent se présenter :

- reprise d'activité à temps partiel : la période de travail à temps partiel court jusqu'à la fin de l'année scolaire. Elle est renouvelable dans les mêmes conditions que pour les autres formes de temps partiel.
- reprise d'activité à temps plein : la période de travail à temps partiel ne pourra prendre effet qu'à compter du début de l'année scolaire du dépôt qui suit la demande.

➤ Soins à donner :

- le temps partiel pour donner des soins débutera après avoir obtenu une autorisation subordonnée à la **production d'un certificat médical émanant d'un praticien hospitalier**. Ce certificat médical doit être **renouvelé tous les six mois**.

➤ Fonctionnaires handicapés :

- le temps partiel peut débuter à partir du moment où l'agent justifie de son état.

Durée :

Cette autorisation ne peut être donnée que pour une période correspondant à une année scolaire. Elle est renouvelable, pour la même durée, par tacite reconduction dans la limite de trois ans. A l'issue de cette période de trois ans, le renouvellement doit faire l'objet d'une nouvelle demande.

2.1.4 - Modification des conditions d'exercice du temps partiel en cours d'année, réintégration :

- La **modification des conditions d'exercice du temps partiel** peut intervenir en cours d'année sur demande de l'agent présentée au moins deux mois avant la date d'effet souhaitée, sous réserves des nécessités de service.
- Une **demande de réintégration à plein temps** peut être formulée pour motif grave : elle peut intervenir sans délai, en cas de diminution substantielle des revenus ou de changement de situation familiale (divorce, décès ou chômage du conjoint).

2.1.5 - Sortie provisoire du dispositif :

Les agents, pendant la durée de leur **congé de maternité** ou **d'adoption** sont rémunérés à **temps plein**. Cette suspension de temps partiel s'effectue automatiquement sans que l'agent en fasse la demande.

2.1.6 - Sortie définitive du dispositif :

- **Naissance** ou **adoption** d'un enfant :
 - Le temps partiel cesse automatiquement le jour **du troisième anniversaire de l'enfant** ou, en cas d'adoption, à l'expiration du délai de **trois ans à compter de l'arrivée au foyer** de l'enfant quel que soit l'âge de l'enfant.
- **Soins à donner** :
 - Le temps partiel cesse de plein droit à partir du moment où il est établi au moyen d'un certificat médical que l'état de santé du conjoint, de l'enfant ou de l'ascendant ne nécessite plus une présence partielle de l'agent.

Dans les deux cas ci-dessus les agents sont réintégrés d'office à temps plein sauf s'ils demandent à terminer l'année scolaire à temps partiel sur autorisation avec la même quotité.

2-2 LE TEMPS PARTIEL SUR AUTORISATION : de 50% à 90%

2.2.1 - Modalités d'attribution

Tout agent peut solliciter un temps partiel sur autorisation.

2.2.2 - Quotité

Les bénéficiaires du temps partiel sur autorisation accomplissent un service dont la quotité ne peut être inférieure à 50 % et supérieure à 90 % selon les modalités définies ci après :

- ***soit un aménagement de service hebdomadaire dans un cadre annuel :***

Ce cadre annuel permet de répartir les heures à effectuer de manière à obtenir en fin d'année scolaire la quotité visée. Le nombre d'heures à effectuer hebdomadairement peut ainsi varier. Il est arrondi certaines semaines à l'entier supérieur et d'autres à l'entier inférieur.

Exemple : un professeur certifié exerçant à 80 % a une O.R.S. de 14H24mn. Il pourra accomplir un service de 14H certaines semaines et 15H d'autres semaines. Ainsi, a quotité de temps de travail est en moyenne hebdomadaire de 80 %..

- ***soit un aménagement de travail dans un cadre annuel avec alternance de séquences travaillées et non travaillées (cf. & 3 – TEMPS PARTIEL ANNUALISE).***

2.2.3 - Date d'effet et durée :

- L'autorisation prend **effet le 1^{er} septembre**. Cette autorisation ne peut être donnée que pour une période correspondant à une année scolaire. Elle est renouvelable pour la même durée par tacite reconduction dans la limite de 3 années scolaires.

2.2.4 - Modification des conditions d'exercice du temps partiel en cours d'année, réintégration :

- La **modification des conditions d'exercice du temps partiel** peut intervenir en cours d'année sur demande de l'agent présentée au moins deux mois avant la date d'effet souhaitée, sous réserves des nécessités de service.
- Une **demande de réintégration à plein temps** peut être formulée pour motif grave : elle peut intervenir sans délai, en cas de diminution substantielle des revenus ou de changement de situation familiale (divorce, décès ou chômage du conjoint).

2.2.5 - Sortie provisoire du dispositif :

Les agents, pendant la durée de leur **congé de maternité** ou **d'adoption** sont rémunérés à **temps plein**. Cette suspension de temps partiel s'effectue automatiquement sans que l'agent en fasse la demande.

2.2.6-Sortie définitive du dispositif

A l'expiration de la période de trois ans, l'agent est automatiquement réintégré à temps plein. Il peut toutefois formuler une nouvelle demande.

3 - LE TEMPS PARTIEL ANNUALISE

- Il est ouvert à tous les personnels fonctionnaires et agents non titulaires, excepté les personnels effectuant un stage préalable à une titularisation comportant un enseignement professionnel ou accompli dans un établissement de formation.
- Il offre la possibilité de travailler à temps partiel sur une base annuelle **sous réserve** d'être compatible avec les nécessités de service et la continuité du service public.
- A noter que certaines **fonctions de responsabilité ou nécessitant la présence d'un même agent de manière continue tout au long de l'année scolaire sont difficilement compatibles (enseignant chargé de certaines fonction de direction ou professeur principal ...)**.

3.1 - Modalités d'exercice :

- Les obligations de service sont calculées dans le cadre de l'année scolaire et réparties selon un mode alternant les séquences travaillées et non travaillées, selon un rythme arrêté d'un commun accord entre l'agent et le chef d'établissement ou le supérieur hiérarchique. L'intérêt des élèves impliquant une continuité pédagogique, il est recommandé de s'en tenir à une seule alternance dans l'année, soit une période travaillée et une période non travaillée ou inversement.
- Il est rappelé qu'aucune H.S.E. ne pourra être effectuée pendant les périodes non travaillées.

3.2 - Date d'effet et durée :

- L'autorisation prend **effet le 1^{er} septembre** et est accordée pour **l'année scolaire** pour un établissement précis de l'académie.

3.3 - Modification des conditions d'exercice du temps partiel en cours d'année :

- Elle peut intervenir à la demande de l'agent pour motifs graves le plaçant dans l'incapacité d'exercer ses obligations telles qu'elles ont été définies.
- Elle peut aussi intervenir à l'initiative de l'administration pour des motifs liés aux nécessités de service, après consultation de l'agent intéressé. En cas de litige, la CAPA peut être saisie.
- Ces modifications ne peuvent intervenir qu'à titre exceptionnel et sous réserve du respect d'un délai d'un mois.

3.4 - Précisions complémentaires:

- Situation statutaire des personnels en temps partiel :
l'agent demeure en position d'activité durant sa période non travaillée.

- Rémunération :

Elle est calculée dans les mêmes conditions que pour le temps partiel de droit commun. Elle sera versée sur la base mensuelle correspondant à 1/12^{ème} de la rémunération annuelle.

4 - REMUNERATIONS

En règle générale, la rémunération est calculée sur la base d'un traitement d'un agent à temps plein au prorata de la durée effective des services :

Quotité : 50 % - Rémunération : 50 %

Quotité : 60 % - Rémunération : 60 %

Quotité : 70 % - Rémunération : 70%

Cependant, lorsque la durée de services aménagée est **égale ou supérieure à 80 %**, la rémunération est calculée d'après la formule suivante incluant, outre le traitement brut, l'indemnité de résidence, la nouvelle bonification indiciaire, les primes et indemnités de toute nature afférentes au grade et à l'échelon auquel l'agent est parvenu ou à l'emploi auquel il a été nommé :

(quotité de temps partiel aménagé en pourcentage d'un service à temps complet x 4/7) + 40)

Quotité : 80 % - Rémunération : 85,7 %

Quotité : 90 % - Rémunération : 91,4 %

Corps	ORS	Quotité temps partiel	Service hebdomadaire	Rémunération
AGREGE	15 H	50%	7H30	50,00%
		60%	9H00	60,00%
		70%	10H30	70,00%
		80%	12H00	85,70%
		90%	13H30	91,40%
CERTIFIE PLP AE PEGC	18 H	50%	9H00	50,00%
		60%	10H48	60,00%
		70%	12H36	70,00%
		80%	14H24	85,70%
		90%	16H12	91,40%
EPS	20 H	50%	10H00	50,00%
		60%	12H00	60,00%
		70%	14H00	70,00%
		80%	16H00	85,70%
		90%	18H00	91,40%

5 - LE SUPPLEMENT FAMILIAL DE TRAITEMENT

Il est proratisé dans les mêmes conditions que le traitement et ne peut être inférieur au montant minimum légal prévu pour les agents travaillant à temps plein, soit un SFT calculé par référence à l'indice majoré 448 (indice brut 524).

6 - RETRAITE

Une période de services accomplis à temps partiel est décomptée comme suit :

6.1 - Constitution des droits à pension

Quinze années de service sont nécessaires pour obtenir une pension du régime des fonctionnaires. Le temps partiel est compté comme du temps plein, quelle que soit la quotité travaillée.

6.2 - Liquidation des droits à pension

Pour la durée de service et de bonification (liquidation), le temps partiel est compté pour la quotité de service réellement effectuée.

Cependant, **dans le cas d'un temps partiel de droit**, pour les enfants nés ou adoptés à partir du 1^{er} janvier 2004, le traitement, soumis à retenue pour pension, correspond à celui d'un fonctionnaire de même grade échelon et indice travaillant à temps plein. La période non travaillée est donc prise en compte, gratuitement, sans versement de cotisation supplémentaire jusqu'au troisième anniversaire de l'enfant (ou des enfants en cas de grossesse multiple), ou pour un délai de trois ans à compter de l'arrivée au foyer de l'enfant adopté.

Ce dispositif n'est pas limité à un nombre d'enfants maximum par fonctionnaire ; les deux parents peuvent en bénéficier en même temps ou successivement, s'ils réduisent tous les deux leur activité.

Cependant, selon la quotité choisie, le nombre maximal de trimestres supplémentaires pris en compte dans la pension est limité à :

- pour une quotité de 50% 6 trimestres soit 18 mois
- pour une quotité de 60% 4.8 trimestres soit 1 an 2 mois 12 jours
- pour une quotité de 70% 3.6 trimestres soit 10 mois 24 jours
- pour une quotité de 80% 2.4 trimestres soit 7 mois 6 jours

En cas de chevauchement de périodes de réduction d'activité au titre d'enfants différents, la période du chevauchement est comptée pour une seule fois.

Dans tous les autres cas (temps partiel sur autorisation ou de droit pris pour raisons familiales pour donner des soins et pris par un fonctionnaire pour handicap), les services peuvent être décomptés, pour les fonctionnaires stagiaires ou titulaires, comme des périodes à temps plein sous réserve du versement d'une retenue pour pension dont le taux est fixé par décret.

Cette **surcotisation** est calculée sur la base du traitement indiciaire brut, et éventuellement de la nouvelle bonification indiciaire, mais ne peut avoir pour effet d'augmenter la durée de liquidation de plus de 4 trimestres sur l'ensemble de la carrière.

La durée pendant laquelle un fonctionnaire peut surcotiser sera donc fonction de la quotité choisie.

Exemple :

La durée prise en liquidation est, dans le cas d'un agent travaillant à 50 %, de deux trimestres par année de travail. Pour obtenir les quatre trimestres supplémentaires, il pourra surcotiser pendant deux ans.

Un fonctionnaire travail à 80%. La durée prise en liquidation est de trois trimestres et dix huit jours par année de travail. Pour obtenir les quatre trimestres supplémentaires, il pourra surcotiser pendant 5 ans.

A titre indicatif, pour l'année 2005*, le taux est l'addition :

- du taux de cotisation salariale (7,85%) multiplié par la quotité du temps travaillé de l'agent (QT)
- d'un taux égal à 80% de la somme du taux de la cotisation salariale (7,85%) et d'un taux représentatif de la contribution employeur (26,9%), multiplié par la quotité non travaillée de l'agent (QNT)

La formule de calcul est donc la suivante :

$$(7,85 \times QT) + [80\%((7,85 + 26,9) \times QNT)] = \text{taux de surcotisation}$$

exemple : pour une quotité de 80%

$$(7,85 \times 0,8) + [80\%(7,85 + 26,9) \times 0,20] = 11,84\% \text{ (cf. tableau ci-dessous)}$$

Quotité de travail	Taux indicatif pour l'année civile 2005*	Nombre d'années maximum de surcotisation
90%	9,85%	10 ans
80%	11,84 %	5ans
70%	13,84%	3ans 1 mois 6jours
60%	15,83%	2ans 2mois 12 jours
50%	17,83%	2 ans

Un enseignant souhaite exercer à 80%. Il percevra une rémunération égale à 85,70 % de celle que perçoit un agent exerçant à temps plein. Si le traitement brut de ce dernier est de 1000,00 €, le professeur percevra 857,00 €.

S'il ne demande pas à cotiser, il versera au titre de la pension civile la somme de 67,27 € (857,00 € x 7,85 %).

S'il demande à surcotiser, il versera 118,40 € (1000,00 € x 11,84 %).

Cas particulier :

Pour **les fonctionnaires handicapés** dont l'incapacité permanente est au moins égale à 80 %, le taux applicable est le taux de droit commun de 7,85 % et la limite d'augmentation de durée de services admissibles en liquidation est portée à 8 trimestres.

6.3 - Durée d'assurance

Pour la durée d'assurance, le temps partiel est compté comme du temps plein, quel que soit la quotité travaillée, pour le calcul de la décote et au prorata pour le calcul de la surcote

7 - CALENDRIER DES OPERATIONS :

7.1 - DEPOT DES DEMANDES PAR LES PERSONNELS AUPRES DES CHEFS D'ETABLISSEMENT

→ **22 novembre 2005** : date limite de dépôt ; les demandes seront formulées selon le modèle joint en annexes 1 ou 2 et déposées accompagnées des pièces justificatives et de la fiche ANNEXE 3 « ETAT DES SERVICES CIVILS » en cas surcotisation.

A COMPTER DE L'ANNEE 2005, (1^{er} JANVIER 2005 POUR LES TEMPS PARTIELS DE DROIT et 1^{ER} SEPTEMBRE POUR LES TEMPS PARTIELS SUR AUTORISATION), LES PERIODES DE TRAVAIL ACCOMPLIES A TEMPS PARTIEL SONT RENOUEVABLES PAR TACITE RECONDUCTION DANS LA LIMITE DE 3 ANNEES, EN CONSEQUENCE, LES PERSONNELS AYANT D'ORES ET DEJA FORMULE UNE DEMANDE L'AN PASSE N'ONT PAS A LA RENOUEVELER CETTE ANNEE.

7-2 : RECEPTION DES DEMANDES AU RECTORAT :

→ **LUNDI 5 DECEMBRE 2005** : elles doivent être transmises revêtues de votre avis :

→ l'**original** à la Division des Personnels Enseignants (**D.I.P.E.**) aux bureaux concernés du Rectorat

→ une **copie** aux division de l'Organisation Scolaire (**D.O.S.**) mentionnée ci-après :

- **au Rectorat** - Division de l'Organisation Scolaire (**D.O.S.**) pour les personnels en **lycée, lycée professionnel**, en **SEP de lycée**, et en **EREA**, ainsi que pour les documentalistes, les personnels d'éducation, d'orientation et les instructeurs quel que soit leur type d'établissement d'exercice
- **aux Inspection Académiques concernées** - Division de l'Organisation Scolaire (**D.O.S.**) pour les personnels enseignants exerçant en **collège** et en **SEGPA de collège**.

J'attire votre attention sur le fait que seules les demandes déposées par les **personnels titulaires de leur poste à titre définitif ou bénéficiaires d'une affectation à l'année doivent être retenues.**

Après transmission des demandes au Rectorat ou aux Inspections Académiques, il sera procédé à l'examen des dossiers et trois cas de figures pourront se présenter :

- acceptation du temps partiel sollicité,
- modification de plus ou moins deux heures de la quotité de temps partiel sollicité,
- refus dans l'intérêt du service, du temps partiel sollicité ; dans ce cas, l'intéressé (e) pourra s'il le juge nécessaire, faire appel auprès de l'administration, conformément à la réglementation, en saisissant la Commission Administrative Paritaire compétente.

Je vous saurais gré de bien vouloir assurer la plus large diffusion de la présente circulaire auprès des personnels concernés de votre établissement, y compris auprès des personnels en congé (maladie, maternité, etc...).

Je vous remercie de l'attention que vous voudrez bien porter à la présente circulaire.

Signataire : Jacky TERRAL, Secrétaire Général de l'académie d'Aix-Marseille.

DEMANDE DE TRAVAIL A TEMPS PARTIEL SUR AUTORISATION
 (Ordonnance n°82-297 du 31 mars 1982 modifiée par la Loi n°2003-775 du 21 août 2003)
 Décret n°2002-1072 du 7 août 2002. Décret n°2003-1307 du 26 décembre 2003
**UNIQUEMENT POUR LES PERSONNELS SUR POSTE A TITRE DEFINITIF
 OU BENEFICIAIRES D'UNE AFFECTATION A L'ANNEE**

Nom, Prénoms : Date de Naissance :
 Corps : Discipline:
 Etablissement d'affectation :
 Etes-vous titulaire sur zone de remplacement OUI NON
 Si OUI, Etablissement de rattachement.....

QUOTITE DE TRAVAIL

Pour les **personnels enseignants**, mentionner la quotité horaire choisie : _____
 50% 60% 70% 80% 90% ou en nombre d'heures : /_____/

pour les **personnels non-enseignants**, cocher la quotité choisie :
 50% 60% 70% 80% 90%

QUOTITE DE TRAVAIL ANNUALISE (le cas échéant)

Période travaillée du ____ / ____ / ____ au ____ / ____ / ____ Nombre d'heures : /_____/

Période non travaillée du ____ / ____ / ____ au ____ / ____ / ____

Participation au mouvement inter-académique au titre de l'année scolaire 2005-2006 OUI NON

Participation au mouvement intra-académique au titre de l'année scolaire 2005-2006 OUI NON

A compléter par les enseignants d'EPS :

Je demande à cotiser pour cette période sur la base d'un temps plein (dans la limite de **quatre trimestres**)
(joindre l'ANNEXE 3 « ETAT DES SERVICES CIVILS » dûment remplie)

Je ne demande pas à cotiser pour cette période sur la base d'un temps plein

Je prends note que ma demande est renouvelable par tacite reconduction dans la limite de 3 années

La quotité peut-être modifiée par les services gestionnaires (Rectorat ou IA) de plus ou moins deux heures, selon les nécessités de service. En cas de refus, je choisis :

d'exercer à mi-temps A _____ le,
 ou de conserver un temps plein Signature de l'intéressé(e)

Avis et observations du chef d'établissement FAVORABLE DEFAVORABLE
 En cas d'un avis défavorable, motifs justifiant cet avis :

A _____ Le
 (Signature)

Avis des services académiques (DOS) FAVORABLE DEFAVORABLE
 Quotité proposée :

A _____ Le
 (Signature)

Décision du Recteur : ACCORDEE REFUSEE

QUOTITE HORAIRE A Aix en Provence, le

Imprimé à déposer, dûment renseigné, impérativement auprès des chefs d'établissement le 22 novembre 2005 au plus tard pour transmissions aux DOS (copie) et DIPE (original) pour le 5 décembre 2005, délai de rigueur.

DEMANDE DE TRAVAIL A TEMPS PARTIEL DE DROIT
 (Ordonnance n°82-297 du 31 mars 1982 modifiée par la Loi n°2003-775 du 21 août 2003)
 Décret n°2002-1072 du 7 août 2002 Décret n°2003-1307 du 26 décembre 2003
**UNIQUEMENT POUR LES PERSONNELS SUR POSTE A TITRE DEFINITIF
 OU BENEFICIAIRES D'UNE AFFECTATION A L'ANNEE**

Nom, Prénoms : **Date de naissance**.....

Corps :: **Discipline**:

Etablissement d'affectation :

Etes-vous titulaire sur zone de remplacement OUI NON

Si OUI, Etablissement de rattachement :

Naissance ou adoption d'un enfant (joindre pièce justificative)

Date de naissance ou arrivée au foyer de l'enfant

Soins Dans le cas des SOINS Pièces justificatives à joindre à la demande :

production d'un certificat médical d'un praticien hospitalier (à renouvelé tous les six mois)

document attestant du lien de parenté(copie livret famille, copie acte mariage ou pacs, certificat de concubinage ou attestation sur l'honneur avec copie de facture attestant de l'adresse commune)

T.Partiel pris par un fonctionnaire pour handicap

QUOTITE DE TRAVAIL

50% 60% 70% 80% ou en nombre d'heures :

pour les **personnels non-enseignants**, cocher la quotité choisie :

50% 60% 70% 80%

QUOTITE DE TRAVAIL ANNUALISE LE CAS ECHEANT

Période travaillée du / / au / / Nombre d'heures

Période non travaillée du / / au / /

Participation au mouvement inter-académique au titre de l'année scolaire 2005-2006 OUI NON

Participation au mouvement intra-académique au titre l'année scolaire 2005-2006 OUI NON

A compléter par les enseignants d'EPS :

Sollicitez-vous une dérogation afin de ne pas assurer l'UNSS OUI NON

Dans le cas du temps partiel pour donner des soins :

Je demande à cotiser pour cette période sur la base d'un temps plein, dans la limite de **quatre trimestres et de huit trimestres pour les personnels handicapés** (joindre l'ANNEXE 3 « ETAT DES SERVICES CIVILS » DUMENT REMPLIES).

Je ne demande pas à cotiser pour cette période sur la base d'un temps plein

Je prends note que ma demande est renouvelable par tacite reconduction dans la limite de 3 années, sous réserve de production des pièces justificatives.

A le, Signature de l'intéressé(e),

Observations du chef d'établissement :

A Le
(Signature)

Observations des services académiques (DOS) :

A le
(Signature)

Décision du Recteur sur la quotité horaire :

A Aix en Provence, le

Imprimé à déposer, dûment renseigné, impérativement auprès des chefs d'établissement le 22 novembre 2005 au plus tard pour transmission aux DOS (copie) et DIPE (original) pour le 5 décembre 2005, délai de rigueur.

Division des Personnels Enseignants

ETAT DES SERVICES CIVILS

NOM : Epoux (se), Veuf (ve), Divorcé (e).....

Prénoms : Né (e) le..... à.....

CORPS.....DISCIPLINE.....

Etablissement.....

Lieux où les fonctions ont été exercées	Nature des fonctions	Date d'effet de la décision	Date de cessation de fonctions	Durée des services			Observations
				Ans	Mois	Jours	
			TOTAL				

Je demande à cotiser à taux plein pour la retraite sur la base du traitement soumis à retenue pour pension correspondant à un agent de même grade, échelon et indice travaillant à temps plein.

J'ai pris connaissance que cette option est **IRREVOCABLE**.

Je ne demande pas à cotiser pour la retraite suivant les modalités présentées ci-dessus.

Cette option est également **IRREVOCABLE**.

Date d'effet de la surcotisation :

Fait à, le.....

Signature de l'intéressé (e)

Visa du Chef d'Etablissement ou du Supérieur Hiérarchique,

A,..... le,.....

Signature,

Pour information, à titre indicatif :

♦ taux de cotisation indicatif : de 9.85% à 17.83 % au 01.01.2004) en fonction de la quotité, - de temps partiel sur autorisation ou de droit pour donner des soins-, choisie et plafonné à 4 trimestres, excepté pour les personnels handicapés : application du taux de droit commun 7.85 % plafonné à 8 trimestres.

A TRANSMETTRE UNIQUEMENT A LA DIPE AVEC VOTRE DEMANDE DE TEMPS PARTIEL ET PAS AUX DOS